

Suisse-UE

La force gravitationnelle de Bruxelles

Pourquoi l'UE se félicite d'une coopération plus étroite avec la Suisse

par Thomas Scherr*

Pendant de nombreuses décennies, notre pays a réussi à se tenir à l'écart des menaces existentielles, et pas seulement de la Première et de la Seconde Guerre mondiale. Désormais, la Suisse semble de plus en plus sous l'emprise d'une UE belliqueuse et avide d'argent.

Parallèlement, les responsables politiques et les médias du pays, sans GPS, avancent à tâtons dans un tapis médiatique d'opinions et de sentiments non déclarés et uniformisés à travers toute l'Europe. Qui connaît les organisations «East StratCom Task Force», «Strategic Communications Centre of Excellence» ou «Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence», actives depuis le milieu des années 2010? La censure des opinions est plus connue, grâce au «Règlement sur les services numériques» ou «Digital Services Act». Qu'est-ce que tout cela signifie pour la Suisse et sa population?

Dans le champ de gravité de l'UE

Le 28 février 2022, le Conseil fédéral a rejoint sans contrainte visible les mesures coercitives unilatérales de l'UE contre la Russie. Ce faisant, il a sérieusement porté atteinte à la neutralité du pays. Conséquences directes: la Genève internationale n'est plus que considérée comme un lieu de négociation de second choix, la confiance dans la place financière suisse est fortement ébranlée, la Suisse est de plus en plus remise en question en tant qu'Etat dépositaire de la Croix-Rouge internationale et le pays se rapproche de plus en plus de l'UE.

«Bisous-bisous» avec Ursula

Très rapidement, le Conseil fédéral a détruit ce qui avait été patiemment construit au fil de nombreuses décennies. Ce rapprochement avec Bruxelles a été orchestré par les médiocres talents de négociateur du Palais fédéral et des gou-

vernements cantonaux au cours des années précédentes – de toute évidence, certains privilèges au sein de l'UE, ou alors certains postes au Conseil de l'Europe, sont en jeu. En décembre 2024, cette évolution a atteint son paroxysme avec la séance photo «bisous-bisous» de la conseillère fédérale Viola Amherd avec la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen (UvdL).

Les revendications actuelles de l'UE sont présentées en Suisse comme des succès de négociation obtenus par nos propres moyens. Si jamais cela devait arriver, la perte de nos droits personnels nous sera présentée comme une «petite adaptation juridique à l'UE».

Officiellement «neutre»

C'est dans l'Armée suisse que l'adaptation à des forces étrangères est la plus visible. L'armée ressemble à une entreprise rachetée par des étrangers, qui n'achète plus que des produits dont elle n'a pas vraiment besoin. Le meilleur exemple en est fourni par ces 36 avions de combat surévalués, dont les turbines devront être remplacées à nos frais après la livraison et qui ne pourront pas être utilisés indépendamment du fabricant. Une très mauvaise affaire – parmi tant d'autres. Si mauvaise qu'on se demande comment on en est arrivé là.

En parallèle, le cœur de métier – la défense du pays – se délite. Notre armée actuelle est incapable de se défendre, mais largement compatible avec l'OTAN. Officiellement, nous restons «neutres» ...

En raison de l'alignement sur la politique de l'UE, le service diplomatique de la Confédération, très apprécié au niveau international grâce à son savoir-faire accumulé au fil des décennies, s'atrophie. Si la situation actuelle perdure, les «bons offices» et l'aide diplomatique sur la scène internationale appartiendront bientôt au passé.

Officiellement toujours «bon»

Le système éducatif suisse est également adapté à l'«intégration»: il y a quelques décennies, il se

* Thomas Scherr travaille comme auteur indépendant pour le «Point de vue Suisse».

distinguait dans le monde entier par ses performances et son efficacité. Depuis, il a chuté à un niveau embarrassant, en raison de son adaptation aux normes internationales telles que *le processus de Bologne* et *le système PISA*. Même si officiellement notre pays obtient toujours de «bons» résultats, ce n'est que parce ceux des autres pays se sont encore davantage détériorés. Pour un pays pauvre en matières premières telle que la Suisse, devant vivre des compétences et des capacités de ses habitants, c'est un développement tragique.

Une stratégie «géniale»

La classe politique s'apprête maintenant à lier le pays à une Union européenne qui se ruine elle-même. Au lieu de se défaire des inefficaces mesures coercitives unilatérales à l'encontre de la Russie et de reprendre en main le commerce avec l'Europe de l'Est, le Conseil fédéral marque encore un autogoal en participant au 16e cycle de sanctions de l'UE contre la Russie. Voilà une stratégie «géniale»! Elle semble venir tout droit de Bruxelles.

Actuellement, la centrale bruxelloise prévoit de contracter une dette gigantesque de 800 (!) milliards d'euros par l'intermédiaire de ses Etats membres afin de devenir «capable de se défendre contre la Russie». (Notre voisin au nord annule en même temps son frein à l'endettement. Il n'y a plus de plafonds pour l'armement – il n'y a plus que des «fonds spéciaux»). L'atmosphère de guerre nécessaire est créée en coulisses par la «guerre cognitive» de l'OTAN, ainsi que par la «East StratCom Task Force» et consorts. En quelques semaines seulement, ils ont réussi à opérer un revirement mental dans les médias, ce qui semblait impensable auparavant. Tout est repris sans discussion. Personne ne pense aux générations futures qui devront rembourser des dettes colossales après avoir causé mort, misère et ruines!

Et – qui va gagner des sommes fabuleuses dans ces affaires?

L'UE veut s'appropriier les biens privés de ses citoyens

Actuellement, Bruxelles s'arroge un pouvoir sans précédent, faisant fi de toutes les objections. L'«Union européenne» se transforme de plus en plus en un monstre qui bafoue les droits des citoyens et veut les rendre complètement dépendants de la monnaie de la banque centrale. On se prépare à la guerre pour 2030, sans que les pays membres et leurs populations aient voix au chapitre.

Sans rougir, la présidente de la Commission européenne, UvdL et *Friedrich Merz*, lors de l'orgie d'endettement prévue, font remarquer qu'outre les dettes prévues, ils veulent également accéder aux biens privés (!) de leurs citoyens.

Quel rôle Bruxelles a-t-elle prévu pour la Suisse? Celui d'un trésorier muet?

Stratégie autodestructrice

Résumons: la politique actuelle de l'UE a pour conséquence que les futurs échanges commerciaux avec la Russie et l'Ukraine se feront entièrement avec les Etats-Unis et les pays BRICS, et que l'UE se mettra elle-même sur la touche en tant que partenaire commercial. Tout en s'endettant massivement, l'UE continuera d'acheter des armes américaines hors de prix pour mener une guerre perdue d'avance.

Conséquences: la Suisse, désorientée et de plus en plus inféodée à l'UE, se retire volontairement du futur marché avec l'Europe de l'Est. Elle reprendra les dettes de l'UE par des moyens détournés et, dans le pire des cas, elle sera invitée à sacrifier ses F-35 hors de prix pour l'UE, en toute «neutralité» bien sûr. Une stratégie vraiment «géniale» pour ruiner le pays.

*«Quand le glacier des Alpes rougit,
priez, libres Suisses, priez!».*

* * *

De l'autre côté de l'Atlantique, on nous montre actuellement comment un «revirement» politique pourrait fonctionner. Cela ne doit donc pas être si difficile ...